



# Russie: risques encourus par les étrangers de couleur

## Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Rainer Mattern

Weyermannsstrasse 10  
Case postale 8154  
CH-3001 Berne

Pour les colis:  
Weyermannsstrasse 10  
CH-3008 Berne

T ++41 31 370 75 75  
F ++41 31 370 75 00

info@osar.ch  
www.osar.ch

CCP 30-16741-4  
**Compte dons**  
CCP 30-1085-7

Berne, le 3 juin 2010



MEMBER OF THE EUROPEAN COUNCIL ON REFUGEES AND EXILES

## Préambule

Sur la base de la demande soumise le 20 mars 2010 à l'analyse-pays de l'OSAR, nous avons traité le sujet suivant:

Les requérants sont un couple russo-yéménite avec deux enfants (le mari est originaire du Yémen, son épouse de la Fédération de Russie). Ils se sont rencontrés en Russie et se sont mariés religieusement en août 1993. En octobre de la même année, ils ont déménagé au Yémen où le mariage civil a eu lieu. En 2003, la situation étant devenue trop difficile pour l'épouse, le couple est parti pour la Russie. En raison d'actes racistes de la population russe locale contre le requérant et ses enfants, la famille est rentrée au Yémen. En janvier 2006, elle a déposé une demande d'asile en Suisse.

Nous demandons par conséquent la clarification des questions suivantes:

1. Quel est le potentiel de danger encouru par des étrangers de couleur, originaires du Yémen, à Moscou, Saint-Pétersbourg ou Sotchi?
2. Les requérants parviendraient-ils à s'installer dans une des villes précitées?
3. Quelles sont les possibilités de trouver un emploi ou d'exercer un métier pour un Arabe disposant d'une formation technique? Pourrait-il être professionnellement indépendant (ouvrir par exemple un magasin)?
4. Quelles sont les chances pour les enfants de poursuivre la formation scolaire ou professionnelle qu'ils ont entamée?

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR observe la situation en Fédération de Russie depuis plusieurs années.<sup>1</sup> Nous appuyant sur nos propres recherches et sur les renseignements qui nous ont été fournis par des spécialistes, nous prenons position comme suit sur cette demande:

## 1 Risques encourus par les étrangers de couleur qui s'installent en Fédération de Russie, en particulier à Moscou, Saint-Pétersbourg et Sotchi

Au cours de ces dernières années, les attaques à caractère raciste, xénophobe et motivées par des raisons ethniques, commises par des skinheads, des nationalistes et des extrémistes de droite se sont multipliées et sont devenues un problème grave au sein de la société russe.<sup>2</sup>

**Moscou** et **Saint-Pétersbourg** sont les deux villes où les incidents racistes sont le plus nombreux, notamment le nombre des crimes de haine, des assassinats

---

<sup>1</sup> [www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine](http://www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine).

<sup>2</sup> US Department of State, 2009 Country Reports on Human Rights Practices, Russia, 11 mars 2010.

d'étrangers de couleur ou de citoyens russes. Chaque année, des centaines de personnes au faciès dit «non-slave» sont victimes de ces attaques racistes en Russie.<sup>3</sup>

Selon les informations du centre SOVA, une ONG spécialisée qui observe ce qu'on appelle les **Hate Crimes**<sup>4</sup>, au moins 108 personnes ont été tuées en 2008 et 486 blessées. Les données provisoires pour 2009 indiquent qu'au moins 71 personnes ont été assassinées et 333 blessées.<sup>5</sup> En 2010, pour la seule ville de Moscou, on a relevé une douzaine d'agressions contre des Africains parmi la trentaine de cas de crimes de haine enregistrés. Plus de vingt crimes de ce type ont été également commis à Saint-Pétersbourg et vingt dans plusieurs autres villes russes. Comme seuls quelques uns de ces actes sont connus des médias et des observateurs, ces données sont incomplètes. La grande majorité des victimes qui supporte ces attaques sans traumatisme grave, ne les dénonce pas. C'est pourquoi les chiffres réels sont sans doute beaucoup plus élevés.

La géographie de ces crimes de haine s'étend sur plus de quarante régions de la Fédération. Les localités les plus dangereuses sont Moscou (entre quarante et soixante personnes tuées chaque année et des centaines de blessés) et Saint-Pétersbourg (une douzaine de morts et une quarantaine de blessés par an). Ce type de crimes est aussi commis dans d'autres parties du pays, notamment dans le sud, le centre, le nord-ouest, ainsi que certaines régions de la Sibérie. La plupart des capitales de provinces sont concernées. Les villes de Iekaterinbourg, Nijni Novgorod und Voronezh ont la plus mauvaise réputation sur ce point. Mais les plaintes sur des agressions racistes viennent aussi de villes proches de la frontière occidentale comme Pskov, Smolensk, Briansk, Kaliningrad et même de Mourmansk au cercle polaire.

**Briansk**, où la famille requérante a vécu avant de fuir la Fédération, a une réputation particulièrement mauvaise en ce qui concerne cette problématique, même parmi les habitants de Yaroslavl dans la province voisine de Smolensk, qui ont déclaré craindre davantage les hooligans racistes de Briansk que ceux de leur propre ville.<sup>6</sup> Une bande de criminels a récemment été condamnée pour l'assassinat d'un sans-abri.

Notre personne de contact sur place souligne que ces crimes ne représentent que la pointe de l'iceberg et que de ce fait, il ne faut pas sous-estimer la situation. Le racisme et les préjugés contre les immigrants sont importants et partagés par de larges couches de la population dans toutes les régions du pays. Dans son rapport annuel, le centre le plus connu de recherches sociologiques, le «centre Levada», constate que trente pour cent des personnes interrogées sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle beaucoup de problèmes russes sont causés par les non-Russes qui vivent dans le pays et cinquante-quatre pour cent avec le slogan «La Russie aux Russes».<sup>7</sup> Dans un sondage particulier concernant cette question, qu'a

<sup>3</sup> Renseignement par courriel de notre personne de contact, le 22 mai 2010.

<sup>4</sup> Sont dits crimes de haine les actes de criminalité que les auteurs commettent pour des raisons d'appartenance de la victime à un groupe social particulier et qui se dirigent principalement contre ce groupe en tant que tel.

<sup>5</sup> Galina Kozhevnikova. Under the Sign of Political Terror. Radical Nationalism and Efforts to Counteract It in 2009, <http://xeno.sova-center.ru/6BA2468/6BB4208/E7F0971>.

<sup>6</sup> Interviews de février 2010 réalisées par notre personne de contact avec les collaborateurs locaux de Memorial à Yaroslavl et à Briansk.

<sup>7</sup> Public Opinion 2009, [www.levada.ru/](http://www.levada.ru/).

mené le centre Levada, seuls dix-neuf pour cent des personnes interrogées se sont prononcés tout à fait contre une limitation des autorisations de séjour en Russie, limitation motivée par des raisons ethniques, et seize pour cent étaient d'avis qu'il faut mettre en place une telle limitation pour toutes les nationalités, excepté pour les Russes.

Les forces russes de sécurité tentent de lutter contre la violence raciste par la répression. Pour le seul premier trimestre 2010, 74 personnes ont été condamnées pour violences raciales au cours de dix-huit jugements. Malgré cela, la haine raciale très répandue et les sentiments agressifs contre ce qui est étranger encouragent la violence et semblent en grande partie rendre inefficace les méthodes de répression de l'Etat. En 2001, les nationalistes radicaux s'en étaient pris aux représentants du gouvernement qui luttent contre le racisme. L'acte le plus choquant de cette nouvelle mouvance a été l'assassinat d'Eduard Chuvashov, juge fédéral connu pour ses jugements sévères contre la violence des néonazis. Après cet acte, le 12 avril 2010, des graffitis et des tracts sont apparus dans d'autres régions de Russie qui appelaient à la violence contre les immigrants et les juges. C'est ainsi qu'en mai 2010, les murs du Département pour l'immigration et du tribunal local ont été couverts par des graffitis au contenu suivant: «Tuez les immigrants, tuez les juges.»<sup>8</sup>

La ville de **Sotchi** appartient à la région de Krasnodar, dans le sud de la Russie. Elle ne représente pas d'exception en matière de violences racistes. En avril 2010, la cour de justice de Krasnodar a condamné deux skinheads nazis du groupe «Pit-bull» à six ans de prison sévère pour leur participation à de violentes agressions contre des personnes de couleur durant les années 2008 et 2009.<sup>9</sup> En 2009, des graffiti nazis ont couvert les murs de la ville, de la gare et les transports publics. Le journal local *Nowosti Sotschi* a publié une interview du directeur d'un centre local pour les jeunes. Cet article affirmait qu'il existe un groupe actif de skinheads nazis dans la ville qui se nomme «les frères d'armes blancs des skinheads de Sotchi». Le juge d'instruction, Alexander Ryumin, a constaté que dans la région de Krasnodar, il existe un certain nombre d'organisations destructives de jeunes, comme «L'unité nationale russe», le mouvement contre l'immigration illégale (DPNI), les skinheads nazis, les hooligans et autres et que les actions de l'Etat menées contre ces groupements n'ont pas le succès escompté. Le juge d'instruction a également précisé que 90 pour cent de tous ces délits sont commis en province, dans les communes de Krasnodar, de Novorossisk, d'Armavir et de Sotchi.<sup>10</sup> En mai 2010, deux hommes ont été arrêtés à Sotchi et inculpés de meurtre, d'hooliganisme organisé et d'actes extrémistes motivés par la haine raciale. Le chef de ce groupe était lui-même policier. Il fabriquait des explosifs qu'il a ensuite utilisés dans plusieurs attaques au cours desquelles quatorze personnes ont été tuées et vingt autres blessées. Cinq sans-abris ont aussi perdu la vie dans le lancement de l'une de ses bombes. Durant la période où ces délits ont été commis, il distribuait des tracts au contenu extrémiste à Sotchi et présentait ces crimes comme l'œuvre d'étrangers, en particulier de travailleurs étrangers.<sup>11</sup>

<sup>8</sup> Renseignement par courriel de notre personne de contact, le 22 mai 2010.

<sup>9</sup> Publié par le centre SOVA le 6 avril 2010: <http://xeno.sova-center.ru/45A2A1E/EA28C7E>.

<sup>10</sup> Renseignement par courriel de notre personne de contact, le 22 mai 2010.

<sup>11</sup> Renseignement par courriel de notre personne de contact, le 22 mai 2010.

Les risques encourus par les minorités nationales dans diverses régions de Russie ne sont pas seulement liées à la violence raciste. Ils ont lieu également dans un climat de discrimination de l'Etat et du comportement de rejet des administrations à leur égard. Le maire de la ville de Sotchi, Anatoly Pokhomov a été un exemple type de la situation. Fin 2009, il a fait une déclaration qui a blessé la communauté des Roms, puis exigé au cours d'une séance du Conseil communal de Sotchi que dans le secteur de la construction, «les Roms soient contraints de travailler en tranches de 24 heures à la fois. Après la fin de cette activité, toute envie de rester à Sotchi leur aura passé». <sup>12</sup> Ce n'était pas la première fois qu'on entendait ce type de déclaration raciste dans la bouche du maire. En 2008, il était encore maire d'Anapa (près de Sotchi) et en tant que tel, avait exigé que toutes les plages soient nettoyées des Africains qui s'y tenaient. Ensuite, tous les étudiants africains qui séjournaient à Anapa ont été arrêtés et incarcérés dans des centres de détention durant l'été 2008. Ces deux exemples illustrent parfaitement la position prise par les soi-disant responsables à l'égard des personnes qui cherchent à travailler et à vivre à Sotchi. Mme Dubrovina, activiste de la défense des droits humains qui a représenté les Roms et les Africains concernés contre le maire, a dénoncé ce type d'actions racistes comme un encouragement à la haine raciale. <sup>13</sup>

## 2 S'installer dans ces villes

Il faut d'abord relever que le type de nationalité russe de la requérante ne suffisait pas pour qu'elle puisse faire enregistrer son mari étranger. Si elle a perdu son enregistrement permanent (appelé autrefois *Propiska*), elle aura beaucoup de mal à obtenir un nouvel enregistrement permanent, quel que soit le lieu où elle souhaite s'installer. Un enregistrement temporaire est plus simple à décrocher pour elle et pour son mari mais celui-ci ne lui procure aucun droit, surtout pas le droit aux prestations sociales pour elle-même (assurance-maladie gratuite, etc.) Pour obtenir un nouvel enregistrement permanent, elle doit d'abord trouver une localité où elle pourra s'enregistrer légalement pour une longue période ce qui signifie dans son cas, qu'elle devra acquérir un bien immobilier ou être en succession. Mais même si elle obtenait cet enregistrement pour elle-même suite à l'achat d'un appartement, cela ne signifie pas encore qu'elle puisse faire enregistrer son mari étranger et ses enfants, sauf si elle a acheté un appartement d'au moins quatorze m<sup>2</sup> à disposition par personne (sans compter la cuisine, le corridor et la salle de bains). Même si la requérante se faisait enregistrer là où vivent ses parents ou des proches avec qui elle partagerait un bien immobilier, elle devrait répondre aux mêmes conditions mentionnées ci-dessus pour son mari et ses enfants. Et même si elle remplit tous ces critères, la requérante ne pourra faire enregistrer son mari que temporairement, pour une période de deux à trois ans avant qu'il n'obtienne une réelle autorisation de séjour lui permettant de s'inscrire alors de manière permanente. Avant que cela soit possible, il n'a aucun accès aux prestations sociales, à l'assurance maladie. Il peut également être refoulé en tout temps s'il contrevient à une loi ou s'il souffre de la tuberculose ou d'une autre maladie dangereusement infectieuse. Chaque année, il devra prouver qu'il gagne suffisamment d'argent et qu'il a payé ses impôts. Ce n'est qu'à cette condition que son statut temporaire sera renouvelé. Après une période de

---

<sup>12</sup> Publié par RuFoxNews le 21 octobre 2009: <http://news.rufox.ru/texts/2009/10/21/180236.htm>.

<sup>13</sup> Renseignement par courriel de notre personne de contact, le 22 mai 2010.

sept à dix ans, il pourra faire une demande de naturalisation russe pour autant qu'il n'ait enfreint aucune loi et qu'il n'ait jamais été en conflit avec les administrations.<sup>14</sup>

On ne peut considérer la situation de **Sotchi** qu'en relation avec les Jeux Olympiques d'hiver qui s'y tiendront en 2014. Ceux-ci exercent une très forte pression sur le marché immobilier et les infrastructures de la ville. Sotchi est de toute façon considérée comme une des villes les plus chères et les plus complexes en ce qui concerne les maisons et les appartements, car il s'agit d'un lieu très apprécié des touristes en été dans un pays gigantesque surtout marqué par le froid. Les Jeux rendent la situation encore plus difficile. Pour de nouveaux arrivants, vouloir s'installer dans la ville est pratiquement impossible et même ceux qui possèdent une maison et sont enregistrés à Sotchi perdent les deux (maison et droit de séjour) en raison de l'immensité des travaux engagés qui vont de pair avec la destruction de nombreuses maisons particulières. Des centaines de plaintes contre les expropriations illégales sont en suspens dans les tribunaux locaux. Il est en outre absolument clair qu'un nouvel arrivant sans relations dans les administrations du gouvernement, n'a aucune chance de pouvoir s'installer à Sotchi ou d'y ouvrir une petite boutique, sauf si cette installation est en lien avec les Jeux.<sup>15</sup>

Pour s'installer à **Moscou** ou à **Saint-Pétersbourg**, il faut savoir qu'il s'agit des deux villes les plus appréciées mais aussi les plus chères de la Fédération de Russie. Même un tout petit logement y coûte au moins plusieurs centaines de milliers de dollars. Sans autorisation légale de séjour, il est impossible de se faire enregistrer de manière permanente en Russie, sauf si, comme à Sotchi, le citoyen étranger possède une maison ou un appartement qui lui permettent de faire cette demande d'autorisation de séjour permanente. Si une famille dont l'un des membres est étranger ne trouve pas de lieu où s'installer, ce dernier n'obtiendra jamais de statut légal en Russie. Sans enregistrement, la famille risque par ailleurs l'incarcération dans un centre de détention où elle devra vivre un an au moins. Après cette période, le problème de l'enregistrement ne sera pas résolu pour autant. Après sa libération, la famille risque en tout temps de se faire arrêter une nouvelle fois, ce qui est contraire à la Constitution russe et au droit international. C'est pourquoi l'organisation des droits de l'homme *Memorial* a déposé une plainte auprès de la Cour européenne de Justice pour violation des articles 3, 5 et 8 EMRK. Ce type de procédures étant très longues, une amélioration de la situation n'est pas prévue très rapidement.<sup>16</sup>

### 3 Ouvrir un magasin, exercer une activité dans une profession technique, avoir une activité indépendante

Si la famille ne possède pas de maison dans une des villes russes dans laquelle elle souhaiterait s'installer et que l'épouse du requérant ne dispose pas d'un enregistrement permanent pour elle-même qui englobe les autres membres de sa famille, l'époux n'a aucun moyen de se faire enregistrer avec une autorisation temporaire,

---

<sup>14</sup> Renseignement par courriel de notre personne de contact, le 1<sup>er</sup> juin 2010.

<sup>15</sup> Renseignement par courriel de notre personne de contact, le 22 mai 2010.

<sup>16</sup> Renseignement par courriel de notre personne de contact, le 22 mai 2010.

d'obtenir une autorisation de travail ou, au moins, d'éviter le centre de détention. La question de savoir s'il pourrait trouver un emploi dans le secteur technique est entièrement subordonnée à l'obtention ou non d'un enregistrement temporaire ou permanent. Dans le passé soviétique, les formations techniques étaient les plus encouragées et demandées. C'est pourquoi une grande majorité des chômeurs ont une formation technique. Pourtant, la majeure partie de l'industrie russe souffre aujourd'hui de la crise économique, même si la situation est meilleure dans les secteurs du gaz et du pétrole que dans d'autres branches industrielles.<sup>17</sup>

## 4 Les enfants peuvent-ils poursuivre leur scolarité et leur apprentissage?

Cela n'est possible que si les enfants possèdent les documents obligatoires, c'est-à-dire le passeport russe ou un enregistrement permanent dans la ville où ils séjournent. Généralement, les enfants obtiennent un enregistrement permanent dans la ville où leur mère est enregistrée, si elle dispose de ce document ou si les enfants ont formellement franchi toutes les étapes de la naturalisation russe (procédure indispensable pour les enfants ayant un père étranger).

## 5 Intolérance à l'égard des Musulmans

Notre personne de contact indique un **autre problème** qu'une famille multiethnique peut rencontrer si elle souhaite s'installer en Russie: l'intolérance à l'égard des Musulmans a fortement augmenté, même si dans certaines parties du pays, la population musulmane est majoritaire. Ainsi, à Saratov, une écolière été agressée et frappée à un arrêt de bus, simplement pour avoir dit dans son téléphone portable le salut traditionnel tatare «A'salaam Aleikum». <sup>18</sup> Après les attentats suicides, des agressions semblables ont eu lieu en avril 2010 dans le métro de Saint-Pétersbourg et de Moscou. Les enfants de familles multiethniques sont particulièrement fragilisés au sein de la population russe. Beaucoup d'entre eux souffrent de l'opinion négative à leur égard dans les écoles et les rues. Ils sont en outre la cible d'agressions racistes qui vont même jusqu'au meurtre. A Saint-Pétersbourg, quelques enfants de couleur ont été tués dans la rue, sur le chemin de l'école. En 2008, un enfant dont l'un des parents est arabe a été tué dans la cour de son école. <sup>19</sup> En 2009, deux garçons du Nord-Caucase, Tagir Kerimov et Suleyman Ramazanov, ont été agressés sur le chemin de l'école par un groupe criant «Tuez les Noirs» qui les ont frappés presque jusqu'à la mort. <sup>20</sup>

Notre personne de contact sur place **conclut** en indiquant qu'une famille multiethnique ne serait en sécurité dans aucune ville russe, ni le père d'origine arabe ni les enfants. Il faut être conscient que cette famille serait exposée partout aux discrimi-

---

<sup>17</sup> Renseignement par courriel de notre personne de contact, le 22 mai 2010.

<sup>18</sup> Publié par le Centre SOVA le 22 avril 2010: <http://xeno.sova-center.ru/45A2A1E/EB8224C>.

<sup>19</sup> Renseignement par courriel de notre personne de contact, le 22 avril 2010.

<sup>20</sup> Publié par le Centre SOVA le 15 février 2009: <http://xeno.sova-center.ru/45A29F2/CA23CC5>.

nations, au racisme et au danger permanent d'être victime d'agressions. Dans les villes de Moscou, de Saint-Pétersbourg et Sotchi, il est pratiquement impossible d'obtenir un enregistrement permanent et une autorisation de séjour et de travail qui sont les conditions sine qua non pour travailler légalement. Dans d'autres parties de la Fédération, la famille aura besoin de beaucoup d'argent pour acheter une maison. Elle ne sentira pas plus en sécurité dans une petite commune non multiculturelle, un environnement potentiellement hostile, la crise économique et la stagnation généralisée ayant pour effet d'aiguiser la haine des étrangers et de voir en eux une concurrence dangereuse dans le monde du travail et dans la vie en général.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur la Russie et d'autres pays d'origine des réfugiés sous [www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine](http://www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine)

L'OSAR-Newsletter vous informe des nouvelles publications. Inscription sous [www.fluechtlingshilfe.ch/actualite/newsletter](http://www.fluechtlingshilfe.ch/actualite/newsletter)